

|   |          |
|---|----------|
| <b>Tendances sur les routes</b> .....                   | <b>1</b> |
| Vers l'Europe.....                                      | 1        |
| En Afrique.....   | 2        |
| <b>Gestion des frontières</b> .....                     | <b>2</b> |
| Surveillance.....                                       | 2        |
| Disparitions - Sauvetage.....                           | 2        |
| Expulsions.....   | 2        |
| <b>Dans les pays « de destination »</b> .....           | <b>3</b> |
| Gestion de la migration sur le plan politique.....      | 3        |
| Relocalisation.....                                     | 3        |
| Système de protection.....                              | 3        |
| <b>Contexte socio-politique – faits marquants</b> ..... | <b>4</b> |
| Afrique subsaharienne.....                              | 4        |
| Covid-19.....   | 5        |
| <b>Focus sur les pays membres du RAEMH</b> .....        | <b>6</b> |
| Caritas Mauritanie.....                                 | 7        |
| Secours Catholique – Caritas France.....                | 9        |

## Tendances sur les routes

### Vers l'Europe

#### Espagne

- **Ceuta/Melilla** : Dans la nuit du 17 au 18 mai, [8.000 personnes en provenance du Maroc](#) (Marocain.e.s et étranger.e.s), dont 2.700 enfants et de nombreuses femmes, ont pénétré par la terre et par la mer dans l'enclave espagnole de **Ceuta**. Ce chiffre atteint en très peu de temps est supérieur aux moyennes annuelles en 2017, 2018, et 2019 pour Ceuta et Melilla. Des arrivées se sont poursuivies pendant quelques jours, aussi dans la ville de [Melilla](#), suscitant la réaction du gouvernement espagnol qui a déployé l'armée. Au-delà de cet événement, c'est la **crise diplomatique entre l'Espagne et le Maroc** qui a été mise en exergue. La discorde serait la conséquence de la perte de confiance du Maroc en son voisin, suite à l'hospitalisation en Espagne du chef du mouvement indépendantiste du Front Polisario Brahim Ghali, qui avait été faite dans le plus grand secret. Si ce motif n'a pas été reconnu explicitement par les autorités marocaines comme déclencheur des passages dans les enclaves, les témoins s'accordent sur l'inaction des garde-frontières marocains pendant plusieurs jours. Cette situation a aussi provoqué des réactions de l'UE, rappelant le Maroc à ses responsabilités de garder ses frontières. Dans ce contexte de fortes tensions, plusieurs organisations – dont la [Conférence Episcopale espagnole](#), ont appelé au respect des droits des personnes et des engagements internationaux souscrits par l'Espagne, notamment vis-à-vis des enfants ([Save the Children](#), [Amnesty International](#), [OIM](#)). Les personnes ont presque toutes été reconduites au Maroc, à [l'exception de 480 enfants non accompagnés](#). Les autorités espagnoles cherchent par tous les moyens à retrouver les familles, avec notamment le lancement d'une ligne téléphonique dédiée. [3 personnes sont mortes](#) pendant les événements.
- **Sénégal/Canaries** : Le [monitoring des départs depuis le Sénégal vers les Canaries réalisé par l'OIM](#) permet de **discerner certains profils** parmi les candidats au départ depuis les côtes sénégalaises. Sur la période mars-avril 2021, il s'est agi exclusivement d'hommes, de nationalités sénégalaise et malienne. Certaines embarcations prennent directement la route des Canaries, d'autres s'arrêtent en Mauritanie.

#### Royaume Uni

Les tentatives de traversées de la Manche se sont multipliées durant les quatre premiers mois de 2021 et ont atteint le [nombre record de 568 arrivées en quatre jours, fin mai](#). Dans le sud de l'Angleterre, les centres d'accueil sont débordés. Les autorités britanniques estiment que cette forte hausse serait due à un changement de méthode des passeurs, qui délaissent les camions en faveur des petites embarcations.

## En Afrique

- **Nigeria** : Confrontés à une crise sécuritaire multiforme (kidnappings à répétition, attaques, violences, etc.), les gouverneurs de dix-sept Etats veulent [interdire la transhumance](#) pour enrayer les violences entre éleveurs et agriculteurs, qui exacerbent les tensions communautaires. La question ethnique est donc au cœur de cette crise, mais la forte centralisation du pouvoir au Nigéria est également remise en question par des mouvements séparatistes.
- **Niger** : mi-mai, dans l'ouest du pays, plus de [10 000 personnes ont été déplacées](#) en 48 heures à cause des attaques djihadistes



Le [rapport 2020 publié par l'Observatoire des situations de déplacement interne \(IDMC\)](#) pointe qu'à la fin 2020, 55 millions de personnes vivaient en exil dans leur propre pays (48 millions de personnes ont été poussées au départ en raison de conflits et de violences, et 7 millions du fait de catastrophes environnementales mais ce dernier chiffre est probablement sous-estimé). La hausse, année après année, du nombre de personnes déplacées montre que l'on ne trouve pas de solutions pour ces personnes.

## Gestion des frontières

### Surveillance

- **Frontex** :
  - [2 demandeurs d'asile ont porté plainte](#) contre Frontex auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Ceux-ci disent avoir été victimes de violences après avoir atteint l'île de Lesbos, avant d'être abandonnés sur des radeaux. C'est la première fois que l'agence est poursuivie pour atteinte aux droits de l'homme.
  - Fin avril, les eurodéputés ont [refusé d'approuver le budget](#) de Frontex.
- **Sénégal** : La justice sénégalaise a [condamné à deux ans de prison, dont huit mois ferme, un marin-pêcheur](#) accusé d'avoir participé à un transport clandestin vers les Canaries, au cours duquel le jeune Doudou Faye (14 ans) avait perdu la vie. C'est la deuxième peine prononcée en quelques mois dans le pays suite à la mort de l'enfant (la première avait été prononcée contre son père, condamné à deux ans de prison, dont un mois ferme).

### Disparitions - Sauvetage

- **Navires de sauvetage** : Mi-mai, [Médecins Sans Frontières](#) a relancé ses activités de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, pour la septième année consécutive, cette fois-ci avec son propre navire, le Geo Barents. Pour sa part, début mai, l'Ocean Viking a ramené en **Sicile** [236 personnes dont 119 mineurs isolés](#).
- **Italie** : Le tribunal de Catane en Sicile a annoncé [l'abandon des poursuites](#) à l'encontre de **Matteo Salvini**, poursuivi pour abus de pouvoir et séquestration pour avoir empêché le débarquement de migrants durant l'été 2019 dans un port italien. En parallèle, la justice italienne a classé sans suite la plainte déposée contre [Carola Rackete](#), qui était poursuivie pour être entrée de force en 2019 au port de Lampedusa, afin d'y débarquer des migrants secourus au large de la Libye.

### Expulsions

- **France/Italie** : Un rapport publié par Human Right Watch dénonce [les expulsions récurrentes d'enfants à la frontière franco-italienne](#). Les forces de police sont même accusées de falsification de formulaires (fausses dates de naissance).
- **Maroc** : l'observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme dénonce les [déplacements forcés de personnes depuis la ville de Laaâyounne](#), dans le sud du pays. Ces déplacements, fréquents depuis plusieurs années dans le nord du pays, répondent à une logique de « dépressurisation » des frontières avec l'Espagne, pour limiter les départs vers l'Europe.

# Dans les pays « de destination »

---

## Gestion de la migration sur le plan politique

### A échelle de l'UE

- Le [Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme](#) demande à la Libye et à l'Union européenne de réformer leurs opérations de recherche/sauvetage en Méditerranée, affirmant que les pratiques actuelles privent les migrants de leurs droits et de leur dignité, quand elles ne leur ôtent pas la vie.
- [L'UE est en pourparlers avec la Tunisie et la Libye](#) pour conclure des accords sur la gestion des migrations en échange d'un soutien économique.

### Coopération bilatérale

- **Maroc/Allemagne:** En plus de la crise diplomatique avec l'Espagne, le Maroc est également en [tensions avec l'Allemagne](#), toujours sur le sujet de la souveraineté du Sahara. L'ambassadrice du Maroc à Berlin a été rappelée pour consultation.
- **Maroc / Espagne :** L'Espagne a pour sa part accordé un [nouveau budget](#) (30 millions d'euros) au Maroc. Après l'octroi d'une enveloppe de 32 M€ à l'été 2019, il s'agit de la deuxième aide directe de l'Espagne au Maroc, dans le cadre du renforcement de la surveillance frontalière. C'est la première fois que cette somme est incluse au budget du ministère de l'Intérieur.
- **Italie / Tunisie :** Pour lutter contre les migrations irrégulières, l'Italie et la Tunisie se sont mis d'accord sur une [nouvelle stratégie](#) reposant sur un **canal d'échanges directs**. Concrètement, des aides économiques seront proposées à la Tunisie, qui peine à rembourser ses dettes. En échange, Tunis devra faire preuve d'un effort accru pour empêcher les migrants d'arriver en Europe.

### Relocalisation

- **Couloirs humanitaires :** Dans le cadre du projet promu par la conférence épiscopale italienne et la communauté Sant'Egidio, 70 personnes réfugiées originaires de la Corne de l'Afrique ont été [transférées d'Ethiopie vers l'Italie](#).
- **L'Italie** a réclamé lors d'une conférence européenne sur les flux migratoires la [relocalisation](#) de migrants arrivés sur ses côtes entre pays de l'UE. Dans la foulée, [l'Irlande](#) a déclaré qu'elle accueillerait des personnes venant d'Italie.
- **Espagne :** Suite à la crise survenue à la mi-mai entre le Maroc et l'Espagne, [environ 200 enfants seront transférés vers la péninsule](#) afin de désengorger les centres d'accueil totalement saturés (il ne s'agit pas d'enfants arrivés avec la vague de mai, mais qui étaient déjà à Ceuta). Rappelons que les [tentatives de passage d'enfants marocains](#) bloqués dans les enclaves sont nombreuses. Ceux-ci tentent de pénétrer dans le port de Melilla pour utiliser ensuite les ferries en partance vers la péninsule (cette pratique est surnommée entre ces enfants le « riski »). Les Marocain.e.s. ayant pénétré les enclaves de Ceuta /Melilla ne [bénéficient qu'exceptionnellement des transferts](#) à la péninsule et vivent dans des « chabolos » (bidonvilles) dès le passage à la majorité. Quant aux [ressortissants d'autres pays que le Maroc](#), ils.elles sont généralement éligibles à un transfert sur le continent, en tant que demandeurs d'asile. Mais avec la pandémie de coronavirus, ces départs vers la péninsule ibérique se font au ralenti.

### Système de protection

## Asile – séjour

- **France:** des chercheurs dénoncent les [critères d'évaluation utilisés par la Cour nationale du droit d'asile](#) (CNDA) pour évaluer la dangerosité de certains pays dont proviennent les demandeurs d'asile, ce qui impacte bien entendu la prise de décision : équipes composées de stagiaires, sources non scientifiques (essentiellement basées sur des rapports d'ONG et organisations internationales qui n'ont pas accès toute l'information dans certains contextes), etc.
- **France/Afghanistan :** dans un contexte hautement difficile, la France a lancé une [vaste opération permettant à une plus de 600 Afghan.e.s](#) ayant travaillé pour la France et à leurs familles d'obtenir l'asile.



Caritas Espagne a lancé une [campagne pour dénoncer le basculement dans l'irrégularité administrative des personnes étrangères en Espagne](#). Sur la page web, il est possible de consulter des témoignages et différents supports.

## Mise à l'abri, prise en charge, protection

- **Royaume Uni :** Le ministère de l'Intérieur britannique a finalement [annulé son plan d'expulsion](#) des logements de 4000 demandeurs d'asile déboutés, suivant les recommandations des autorités sanitaires sur la dangerosité d'une telle mesure en pleine pandémie.
- **En Allemagne,** des avocats travaillant pour le ministère des Affaires étrangères sont accusés d'avoir [révélé les orientations sexuelles de réfugiés LGBT](#) dans leur pays d'origine pour vérifier la véracité de leur histoire.

## EJNA<sup>1</sup>

- **Espagne :**
  - La [Commission pour la Prévention de la Torture du Conseil de l'Europe](#) a exprimé dans son dernier rapport annuel sa préoccupation quant au traitement des enfants étrangers non accompagnés en détention en Espagne.
  - Le ministère de l'inclusion, des migrations et de la sécurité sociale finalise une réforme du règlement sur les étrangers afin [de réduire les délais et les exigences financières](#) pour l'obtention de permis de résidence pour les enfants étrangers sous tutelle ou jeunes majeurs anciennement sous tutelle.
  - Une nouvelle loi adoptée par le Parlement espagnol [interdit de déshabiller les migrants de moins de 18 ans](#) pour déterminer leur âge, une méthode qui, selon les Nations unies, porte atteinte à la dignité des migrants. La loi entrera en vigueur en juin.
- **France :**
  - un [réseau](#) accusé d'exploiter à des fins de traite des EJNA originaires d'Afrique du Nord a été démantelé. Ces réseaux proposaient aux jeunes un hébergement puis leur dispensaient "des cours de délinquance", leur indiquaient "les meilleurs secteurs" pour commettre des vols, les pénalisaient en cas d'erreur et ne leur reversaient qu'une maigre part des bénéfices des méfaits.
  - Plusieurs associations ont [saisi le comité des droits de l'enfant des Nations unies](#) pour réclamer une enquête sur le traitement des mineurs étrangers isolés en France, victimes de « violations graves et systématiques » de leurs droits, selon elles. Ces organisations dénoncent notamment des cas de « déni de majorité », un traitement inégal selon les territoires, et les limites des dispositifs de mise à l'abris.

## Contexte socio-politique – faits marquants

---

### Afrique subsaharienne

- **RDC :**

---

<sup>1</sup> Enfants et Jeunes Non Accompagnés.

- au moins 50 personnes ont été tuées dans des [attaques contre deux villages](#) au nord-est du pays. Les rebelles ougandais sont tenus pour principaux responsables, mais des tensions ethniques peuvent aussi être à l'origine de l'évènement.
- Suite à [l'éruption du volcan Nyiragongo](#), considéré comme le plus dangereux d'Afrique, 400 000 à 1 million de personnes ont été déplacées. Cette éruption n'avait pas été anticipée (il n'y avait plus de surveillance depuis 7 mois faute de financements) et a pris de cours les populations. Les besoins humanitaires suite à cette éruption sont énormes. Cette catastrophe survient dans une zone de RDC qui est déjà extrêmement vulnérable. Une multitude de groupes armés y opèrent et l'insécurité est telle qu'en mai le président Félix Tshisekedi a promulgué l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri (placées sous administration militaire pour tenter de juguler les violences). Par ailleurs, il y a dans la région des problèmes de malnutrition et beaucoup d'épidémies qui circulent, en particulier le choléra.
- **Mali / coup d'état** : dans la nuit du 24 mai, le Président et le premier ministre de transition ont été arrêtés avant de démissionner quelques jours après, accusés d'avoir formé un nouveau gouvernement sans consulter le colonel Assimi Goïta, chef du dernier putsch d'août 2020. Celui-ci s'est auto-déclaré Président du Mali le 28 mai. La communauté internationale a réagi en condamnant le [double coup d'Etat](#), le Mali a été suspendu des institutions de la CEDEAO.

## Covid-19

- **Transferts d'argent** : selon la [Banque Mondiale](#), les transferts d'argent des migrants vers leurs pays d'origine n'ont pas drastiquement chuté malgré la crise de la Covid-19. Les raisons avancées sont : les mesures de soutien budgétaire dans les pays d'accueil, la généralisation des transactions par voie numérique plutôt qu'en liquide, le recours accru aux canaux formels. En revanche, en Afrique, la tendance est à la baisse, notamment du fait de la chute des transferts vers le Nigeria, qui représente à lui seul plus de 40 % des flux en faveur de la région. La Banque Mondiale rappelle que Les données sur les remises migratoires vers l'Afrique subsaharienne sont rares et peu fiables, mais aussi que c'est la région la plus onéreuse pour les transferts d'argent.
- **Algérie** : sous les protestations de la diaspora algérienne contre les conditions de retour draconiennes en Algérie, le gouvernement a annoncé un [assouplissement des conditions d'entrée](#) sur son sol de ses ressortissants bloqués à l'étranger en raison de la pandémie de Covid-19, en réduisant les frais de confinement obligatoire, sachant qu'un confinement de cinq jours sera obligatoire dans l'un des hôtels sélectionnés par les autorités.
- **Vaccination secteur agricole / Espagne**: l'Espagne prévoit d'étendre la [campagne de vaccination les travailleurs saisonniers du secteur agricole](#), afin d'éviter des foyers de contaminations et des conséquences économiques importantes qui en découleraient.

---

Sources média : DW (Allemagne), El Diario, El País, InfoMigrants, Le Monde, Publico, RFI

Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions: Amnesty Internationale, Banque Mondiale, Caritas Espagne, Human Rights Watch, MSF, Nadie Sin Futuro, Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), OIM, Save the Children, UN-news.

## Focus sur les pays membres du RAEMH

---

CARITAS MAURITANIE

SECOURS CATHOLIQUE – CARITAS FRANCE

|                      |   |
|----------------------|---|
| <b>STATUT</b>        | Caritas Mauritanie a été créée en 1972, au sein du diocèse de Nouakchott. C'est une ONG humanitaire et de développement, régie par les dispositions relatives aux associations mauritaniennes et reconnue par les autorités mauritaniennes.   |
| <b>BENEFICIAIRES</b> | 56.199 bénéficiaires directs / 160.714 bénéficiaires indirects.   |
| <b>RH</b>            | Plus de 80 salariés.  |
| <b>FINANCEMENT</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Réseau Caritas: SCCF, Caritas Espagne, Caritas Italie, Catholic Relief Services, Caritas Internationalis, Caritas Canaries, Caritas Tenerife.</li><li>• Autres organisations privées : Manos Unidas, Comité Catholique contre la faim et pour le développement, Miséreor, Conférence Episcopale Italienne, Association des Amis des Pères blancs, Groupe de recherche et d'échanges technologiques, Groupe de recherche et de développement rural.</li><li>• Bailleurs de fonds publics : Union Européenne, AFD, Coopération Espagnole, Gouvernement Canarien, Cabildo de Gran Canaria, UNICEF, Ambassade de France, Ambassade d'Allemagne.</li></ul> |

### Axes généraux d'intervention

- Le **contexte de vie de la population** a depuis toujours orienté l'action de l'organisation : zone sahélienne confrontée à des années successives de faible pluviométrie, sécheresse chronique, exode des communautés rurales (nomades ou sédentaires) vers les centres urbains et surtout vers Nouakchott, la capitale, qui comptabilise plus du quart de la population.
- Les **populations appuyées** sont en majorité regroupées en structures locales, formelles ou informelles : coopératives féminines ou masculines, groupements. En milieu rural comme en milieu urbain.
- Le **rôle de Caritas** est de stimuler les initiatives grâce à l'organisation communautaire, d'organiser le renforcement de compétences (alphabétisation fonctionnelle, formations en gestion, formations techniques) et de mettre à disposition des investissements communautaires (hydraulique, agriculture, maraîchage, petit élevage, boutiques communautaires, subventions d'activités génératrices de revenus...).  
L'approche consiste à mettre en œuvre des **projets de développement intégré** (pluriannuels 3, 4 ou 5 ans) qui prennent en considération différents besoins exprimés, par localité.  
Caritas Mauritanie met également en œuvre des **projets signés**, qui ciblent un public particulier (adolescents déscolarisés, détenus, migrants étrangers), pour prouver qu'une réponse pertinente et reproductible peut être apportée à une problématique définie.

| PROJETS                                       | AXES D'INTERVENTION  |
|---|--|
| <b>Projet Prisons</b>                         | Ecoute, alphabétisation, sport, visite de famille, santé et réinsertion  |
| <b>Projet Accès Justice</b>                   | Assistance juridique, écoute, insertion...   |
| <b>Projet Migrants (Indirects Uniquement)</b> | Renforcement de capacité, AGR (voir plus bas)  |
| <b>Projet Dar-Naim</b>                        | Alphabétisation, renforcement de capacité des OSC, insertion professionnelle, investissement humain, plantation d'arbres, formation professionnelle, centre aéré des enfants, AGR, gestion de crédit bancaire... (approche intégrée) |
| <b>Projet Urgence Monguel</b>                 | Construction de puit communautaire, maraichage, distribution des intrants, construction de local pour le moulin, formation ...   |
| <b>Projet Brakna Sud</b>                      | Banque céréales, formation , recyclage, appui-conseil  |
| <b>Projet Gorgol Convenio</b>                 | Formation, alphabétisation, aménagement des parcelles de réserve de pâturage, sensibilisation sur la nutrition et la question du genre, caravane de sensibilisation, mise en place de poulaillers traditionnels...                   |
| <b>CFIP (Année Scolaire 2019 - 2020)</b>      | Formation et Insertion professionnelle   |

## Projet sur la mobilité humaine

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| <b>TITRE</b>                | Projet de renforcement des capacités des OSC mauritaniennes et des Organisations de Migrants, afin d'améliorer l'accès aux droits et promouvoir la cohésion sociale   |
| <b>ZONES D'INTERVENTION</b> | Nouakchott et Nouadhibou  |
| <b>APPROCHE</b>             | Renforcement de capacités de partenaires (Mission Catholique de Nouadhibou, la Mission Catholique de Nouakchott, l'Organisation des Migrants de Nouadhibou)   |
| <b>OBJECTIFS</b>            | Contribuer à l'amélioration de l'inclusion et de la mobilité des groupes les plus vulnérables par l'accès aux droits<br>Sous-objectif 1 : développer son savoir-faire et ses capacités d'action en matière de cohésion et d'inclusion sociales<br>Sous-objectif 2 : développer son savoir-faire et ses capacités d'action sur le genre et les violences basées sur le genre<br>Sous-objectif 3 : mettre en place des actions d'assistance et d'accompagnement à l'accès aux droits pour les groupes les plus vulnérables<br>Sous-objectif 4 : mettre en place, expérimenter et valoriser des actions/projets innovants en matière d'accès aux droits, de cohésion et d'inclusion sociale. |
| <b>FINANCEMENT</b>          | SCCF, CES, Diocèse de Munster   |



## Secours Catholique – Caritas France

|                       |  |
|-----------------------|--|
| <b>STATUT</b>         | <p>La France compte 107 diocèses : 99 en France métropolitaine et 8 en France d'outre-mer. Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association loi 1901 à but non lucratif, reconnue d'utilité publique depuis 1962.</p>   |
| <b>FONCTIONNEMENT</b> | <p>Comme toute structure associative, le SCCF est composé d'une Assemblée générale, qui se réunit une fois par an, d'un Conseil d'administration qui se réunit tous les mois, et d'un bureau qui comprend le président, deux vice-présidents, le trésorier, un conseiller aux affaires internationales et un secrétaire.</p> <p>Au niveau de l'intervention, l'action du SCCF se compose globalement de trois grandes directions :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ Direction de la coordination des régions et des délégations (DCRD) : coordination des délégations présentes dans toute la France chargées de mettre en œuvre les activités du SCCF à destination des plus précaires.</li><li>▶ Direction Action Plaidoyer France Europe (DAP), dont font partie le Réseau national migrants, le Groupe de travail national sur les Mineurs non accompagnés (MNA), et d'autres.</li><li>▶ Direction Action et Plaidoyer Internationaux (DAPI) : quatre pôles géographiques et un pôle plaidoyer.</li></ul> |
| <b>BENEFICIAIRES</b>  | <p>1,4 million de personnes soutenues en France par le SCCF (2019)<br/>2,9 millions de personnes soutenues à l'étranger à travers plus de 500 projets de développement et 26 projets d'urgence mis en œuvre par ses partenaires clefs</p>  |
| <b>RH</b>             | <ul style="list-style-type: none"><li>– 73 délégations ; 3 500 équipes locales ; 2 400 lieux d'accueil en France ;</li><li>– 64 300 bénévoles ; près de 1 000 salariés ;</li><li>– 162 partenaires de la société civile dans 56 pays (organisations issues de la confédération Caritas Internationalis ou non) ;</li><li>– 3 antennes : la Cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE) à Paris</li></ul>  |
| <b>FINANCEMENT</b>    | <p>134 millions d'euros : dont 72% liés à la générosité (dons, legs, donations, assurances-vie) et 7% de subventions publiques (Etat français ; AFD)<br/>Les dons de temps des presque 65 millions de bénévoles sont valorisés à environ 196 millions d'euros</p>  |

### Intervention en France

#### Contexte des personnes étrangères

- La proportion d'étrangers parmi les personnes accueillies dans les permanences du SCCF est en constante augmentation et leur statut légal est toujours plus précaire. Ils représentent en 2019 près d'un adulte accueilli sur deux (49 %), soit une augmentation de 2 points par rapport à 2018, alors que leur part dans la population française reste stable autour de 7,4 %.
- Profils : les femmes y représentent désormais 52 % des adultes. Elle se compose également de plus en plus de familles avec enfants (plus de la moitié des ménages étrangers accueillis).
- Conditions de vie : 78% des étrangers sans statut légal stable vivaient en logement instable en 2019 (centres d'hébergement notamment). Même en situation régulière, les étrangers peinent à se loger de

manière stable. Ce n'est qu'au bout de dix ans passés sur le territoire que leur situation s'approche de celle des ménages de nationalité française.

## Dans les délégations : une approche d'accueil mixte

Dans toutes ces actions, le Secours Catholique Caritas France privilégie la rencontre fraternelle et essaie de ne pas séparer les publics. Il s'agit d'agir ensemble français et personnes d'autres horizons.

Les équipes de bénévoles du SCCF organisent soit des permanences d'accueil où chaque personne peut venir, discuter, demander des conseils, exprimer le désir de participer à des activités, soit des ateliers où s'engager, vivre la rencontre.

Quelle soit d'origine étrangère ou française, la même attention est offerte à la personne. Sa demande va orienter la suite de l'entretien et de la relation. Par exemple :

- ▶ si elle vient pour des conseils afin d'accéder à tous ses droits : elle orienter vers une équipe d'accompagnement juridique, ou vers un partenaire compétent (CIMADE, RESF, LDH), ou encore elle l'aide à faire une demande d'aide juridictionnelle pour être secondée par un avocat ;
- ▶ si elle a besoin d'aide urgente et passagère pour passer un cap difficile dans sa vie : une commission d'attribution des aides se réunit pour voir la pertinence de la demande et la manière d'y répondre matériellement ; ou de plus en plus, la personne sera orientée vers une boutique solidaire où vêtements, denrées alimentaires, livres et autres sont disponibles à très bas prix,
- ▶ si elle veut sortir de sa solitude, offrir ces talents, une orientation particulière lui sera proposée, une palette de propositions d'ateliers conviviaux, autour d'activités diverses est disponible ; voir même si elle le souhaite, une invitation à créer sa propre activité au service des autres ;
- ▶ si la personne veut progresser dans l'apprentissage de la langue, des cours de français peuvent être proposés, ou bien elle sera orientée vers des acteurs compétents dans l'enseignement du français d'intégration.

Il y a aussi des tournois de football, des défilés de mode, et d'autres grands moments artistiques donnant à voir les personnes étrangères sur un mode sociétal, culturel, ou sportif.

Il existe des **projets spécifiques** comme :

- les **accueils de jour**, où repos, repas, douches, WC, possibilité de faire une lessive, ateliers sont concentrés en un même lieu convivial. Là aussi si nous observons une grande proportion de personnes de divers horizons, les français ne sont pas absents. Ces accueils de jours sont parfois réservés à un type de population : mineurs, femmes seules ou avec enfants, hommes isolés. Selon cette spécificité, l'accompagnement, les activités proposées, peuvent varier.
- Des équipes partent en **maraude**, à la rencontre des personnes qui sont dans la rue le soir, la nuit et parfois le jour. Un nombre non négligeable de personnes en mobilité se retrouvent aussi dans la rue, sans hébergement. C'est l'occasion de discuter avec eux de leur situation et de leur proposer des solutions, les orienter vers des hébergement d'urgence, des accueils de jour.

## Le « réseau national Migrants Accès aux Droits »

Le réseau agit en soutien auprès des délégations et des régions pour conseiller et mieux répondre aux besoins de l'ensemble du réseau sur tous les sujets relatifs de près ou de loin à la question des personnes migrantes.

- ▶ Vivre ensemble / changement de regard
  - Sensibilisation et changement de regard des réseaux chrétiens à l'égard des Migrants
  - Démarche inter associative autour de l'hébergement citoyen

- ▶ Défense des droits fondamentaux des publics particulièrement mal traités par les politiques publiques :
  - Droit à l’hébergement / habitats informels / lutte contre les discriminations
  - Violences aux frontières intérieures françaises.
  - Droit à la santé, à l’éducation, à la citoyenneté, à l’alimentation et à l’eau...
  - Participation des Personnes / Apprentissage du français
  - Plaidoyer (national et européen) pour des mesures larges de régularisation des personnes sans-papiers
  - Accès à un statut / Procédures spécifiques aux étrangers Asile et séjour
  - Justice et prison
  - Emploi et économie sociale et solidaire
  - Traite des êtres humains
  - Enfants et Jeunes Non Accompagnés

## A l’international

La Direction Action et Plaidoyer Internationaux (DAPI) du SCCF se compose de quatre pôles géographiques : le pôle Afrique Océan-Indien (PAOI) ; le pôle Moyen-Orient Afrique du nord (MONA) ; le pôle Asie Europe Occidentale (PAEO) ; le pôle Amérique Latine et Caraïbes (PALC).

Dotée d’un budget compris entre 16 et 18 millions d’euros, la DAPI soutient près de 500 projets mise en œuvre par des organisations membres de la confédération Caritas Internationalis et d’autres organisations de la société civile.

La DAPI soutient des projets spécifiquement dans le domaine des migrations Parmi les partenaires travaillant dans le domaine des migrations figurent :

- ▶ Du côté du Pôle Amérique Latine (PALC): Le SJM Mexique, RJM Guatemala, PDPMM (Colombie), Caritas Brésil
- ▶ Au sein de Moyen Orient et Nord Afrique (MONA) : Caritas Mauritanie, Caritas Rabat, PHRI (Israël), RAEMH, StARS (Egypte)
- ▶ Au sein du pôle Asie Europe Occidentale (PAEO): OKUP Bangladesh , Tong Jahoni
- ▶ Au sein du Pôle Afrique (PAOI) : Caritas Sénégal, Caritas Mali, Caritas Niger